



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

6 JUIN 2023

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant l'établissement d'un cadre régional
afin de permettre les fusions volontaires de
communes**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Affaires intérieures

par M. Christophe MAGDALIJS (FR)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Marc-Jean Ghysse, Jamal Ikazban, Ahmed Mouhssin, John Pitseys, Vincent De Wolf, Mme Dominique Dufourmy, MM. Sadik Köksal, Christophe Magdalijs, Francis Dagrín, Mmes Leila Lahssaini, Els Rochette, MM. Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Membre suppléant : M. Emmanuel De Bock.

Autres membres : Mme Bianca Debaets, M. Ibrahim Dönmez.

Voir :

Document du Parlement :

A-649/1 – 2022/2023 : Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2022-2023

6 JUNI 2023

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot inrichting van een gewestelijk kader om
vrijwillige fusies tussen gemeenten mogelijk
te maken**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Binnenlandse Zaken

door de heer Christophe MAGDALIJS (FR)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: de heren Marc-Jean Ghysse, Jamal Ikazban, Ahmed Mouhssin, John Pitseys, Vincent De Wolf, mevr. Dominique Dufourmy, de heren Sadik Köksal, Christophe Magdalijs, Francis Dagrín, mevr. Leila Lahssaini, mevr. Els Rochette, de heren Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Plaatsvervanger: de heer Emmanuel De Bock.

Andere leden: Mevr. Bianca Debaets, de heer Ibrahim Dönmez.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-649/1 – 2022/2023: Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de Mme Bianca Debaets, autrice de la proposition de résolution

Mme Bianca Debaets indique que l'objectif principal de sa proposition est la création d'un cadre permettant aux communes bruxelloises de fusionner, mais uniquement sur base volontaire. Elle insiste sur l'aspect de la base volontaire. En effet, aucune fusion ne serait imposée par la Région. Mais il faudrait offrir aux communes un cadre clair et précis en vue d'aller dans cette direction en cas d'intérêt.

Elle rappelle qu'en Wallonie et en Flandre, il existe déjà des cadres régionaux qui permettent les fusions volontaires. En Wallonie, il y a déjà eu la fusion, décidée récemment, de Bastogne et Bertogne. En Flandre, neuf fusions sont en cours, qui seront effectives au 1^{er} janvier 2025.

En octobre 2022, en réponse à une des questions orales de l'oratrice, le ministre Clerfayt a d'ailleurs reconnu qu'il manquait un cadre précis et complet pour permettre ce type de fusions. À Bruxelles, une possibilité légale de fusion existe bien dans le cadre des articles 272 et 273 de la Nouvelle loi communale, mais elle est encore très insuffisante aujourd'hui.

Alors, quels seraient les avantages pour les communes? Des communes pourraient certainement réaliser des économies d'échelle. Ce serait donc tout bénéfique pour les finances communales. Et à ce niveau-là, elle rappelle tout de même qu'ici, en Région bruxelloise, plus de la moitié des communes sont surendettées et cela pourrait donc être une partie de la solution.

En cas de fusion, la Région pourrait éponger une partie de la dette des communes comme c'est le cas en Flandre et en Wallonie, où il s'agit d'un effort de 500 euros par habitant.

De plus, il pourrait y avoir une harmonisation dans différents domaines, comme les cartes de riverain par exemple, ou les tarifs préférentiels pour l'utilisation des infrastructures sportives par exemple. Ce serait donc au bénéfice aussi des habitants.

Mais à terme, l'objectif doit être de transférer une série de compétences communales aux Régions afin de parvenir à une meilleure harmonisation. Elle souligne que de nombreux Bruxellois se perdent dans les structures actuelles. C'est le cas, par exemple, des compétences en matière de propreté : tantôt c'est la Région qui est compétente, tantôt ce sont les communes. Ce n'est pas suffisamment clair. De manière générale, et toujours dans l'intérêt des Bruxellois, nous devons donc nous efforcer de simplifier les choses.

Enfin, elle dit espérer que les partis qui, en 2019, ont plaidé pour une meilleure harmonisation entre les communes bruxelloises, et parfois même pour des fusions obligatoires, soutiendront sa proposition, car elle va exactement dans ce sens. Elle sait d'ailleurs que certains partis ont encore pris position très récemment dans ce débat.

I. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Bianca Debaets, indiener van het voorstel van resolutie

Mevrouw Bianca Debaets geeft aan dat het belangrijkste doel van haar voorstel is om een kader te creëren dat Brusselse gemeenten in staat stelt om te fuseren, maar alleen op vrijwillige basis. Zij benadrukt het vrijwillige aspect. Er zou immers geen enkele fusie worden opgelegd door het gewest. De gemeenten moeten echter wel een duidelijk en nauwkeurig kader krijgen om in die richting te evolueren als ze dat willen.

Ze herinnert eraan dat er reeds gewestelijke kaders bestaan in Vlaanderen en in Wallonië om fusies op vrijwillige basis toe te staan. In Wallonië was er al de recente fusie die besloten werd tussen Bastenaken en Bertogne. In Vlaanderen zijn er 9 fusies gaande die op 1 januari 2025 van kracht zullen worden.

In antwoord op één van haar mondelinge vragen, in oktober 2022, erkende minister Clerfayt dan ook dat een nauwkeurig en volledig kader ontbrak om dit soort fusies mogelijk te maken. Er bestaat wel in Brussel een wettelijke mogelijkheid voor fusies in het kader van artikelen 272 en 273 van de Nieuwe Gemeentewet, maar die is nog vandaag zeer ontoereikend.

Wat zouden dan de voordelen zijn voor de gemeenten? Gemeenten zouden zeker schaalvoordelen kunnen behalen. Het zou dus gunstig zijn voor de gemeentelijke financiën. En in dat verband herinnert ze eraan dat hier in het Brusselse Gewest meer dan de helft van de gemeenten een te hoge schuldenlast heeft, dus dit zou een deel van de oplossing kunnen zijn.

In geval van een fusie zou het gewest een deel van de schuld van de gemeenten kunnen overnemen, zoals het geval is in Vlaanderen en Wallonië, waar het gaat om een inspanning van 500 euro per inwoner.

Bovendien zou er op verschillende gebieden harmonisatie kunnen plaatsvinden, zoals de bewonerskaarten of de voorkeurstarieven voor het gebruik van sportinfrastructuur. Dit zou dus ook de bewoners ten goede komen.

Maar op termijn moet het doel zijn om een aantal bevoegdheden over te hevelen van de gemeenten naar de gewesten, om zo tot een betere afstemming te komen. Ze wijst erop dat vele Brusselaars verwaald lopen in de huidige structuren. Dat geldt bijvoorbeeld voor de bevoegdheid netheid. Soms is het gewest bevoegd, soms zijn het de gemeenten. Dat is onvoldoende duidelijk. Dus in het algemeen moeten we ernaar streven voor meer vereenvoudiging, altijd in het voordeel van de Brusselaars.

Tot slot geeft ze nog aan te hopen dat de partijen die in 2019 pleitten voor een betere afstemming tussen de Brusselse gemeenten, en soms zelfs voor verplichte fusies, haar voorstel zullen steunen omdat het precies die kant op gaat. Van sommige partijen weet ze overigens dat ze zich zeer recent nog gepositioneerd hebben in dit debat.

II. Discussion générale

M. Emmanuel De Bock remercie Mme Debaets d'avoir déposé cette proposition, qui vient finalement à point dans le débat de la réorganisation de nos institutions. Tout d'abord, il remarque, comme l'autrice de la proposition, que des fusions ne peuvent se décider que si la population le souhaite. Or, il n'y a pas aujourd'hui à Bruxelles de grands soulèvements populaires dans ce sens. Dans tous les cas, il faudrait étudier tous les gains, les avantages et les coûts.

Il remarque que s'il y avait en Flandre et en Wallonie la même densité de communes que l'on a à Bruxelles, il y aurait trois fois moins de communes dans ces deux Régions. Il n'y a à Bruxelles que 19 communes pour 1,2 million d'habitants, c'est-à-dire une moyenne de 60.000 habitants. Notre plus petite commune compte pas moins de 20.000 habitants.

L'orateur indique souhaiter qu'on lui présente un jour la taille critique la meilleure pour la gestion communale. Le vrai débat, c'est de pouvoir réaliser des économies d'échelle. À ce titre, il remarque qu'il ne faut surtout pas que les économies d'échelle se transforment en dépenses d'échelle, comme cela a, par exemple, été le cas après la fusion des sociétés de logements sociaux.

Par ailleurs, si on parle aujourd'hui des fusions de communes, on pourrait également parler de défusions. Il est vrai qu'il y a certaines incohérences territoriales, et la Ville de Bruxelles en est un bel exemple. L'orateur a, pour sa part, déjà plaidé pour le transfert du quartier du Vivier d'Oie à la commune d'Uccle. Ce quartier est aujourd'hui, contre toute logique, administrativement rattaché à la Ville de Bruxelles. Il rappelle encore que la Ville de Bruxelles coupe la commune d'Ixelles en 2. On pourrait se demander s'il faut maintenir ce découpage territorial. Ne devrait-on pas travailler plutôt sur la cohérence territoriale de certaines communes et travailler quartier par quartier ?

Il remarque également que derrière ce type de propositions, il peut aussi y avoir des velléités parfois communautaires.

L'orateur souhaiterait que l'on puisse travailler sur des intercommunalisations. Aujourd'hui, rien n'empêche les communes de se mettre ensemble et de développer une politique commune, par exemple en matière de piscines ou de locaux sportifs, etc.

Autre chose intéressante aussi à faire, c'est le rapprochement entre le CPAS et les collèges des communes. Aujourd'hui les CPAS travaillent un peu en vase clos. On ne sait rien de ce qui s'y passe. Il salue, à ce titre, la commune d'Etterbeek, qui a réalisé le plus d'intégration entre son CPAS et sa commune.

Chaque année, un rapport annuel de synergie entre commune et CPAS doit être établi. Mais ces rapports sont trop souvent un catalogue de bonnes intentions, sans aucun chiffre relatif à l'analyse des coûts-bénéfices. Il y est rarement question de mises en commun, ou pire, quand il y a des mises en commun, cela coûte deux fois plus cher que quand on

II. Algemene bespreking

De heer Emmanuel De Bock bedankt mevrouw Debaets voor de indiening van dit voorstel, dat als geroepen komt in het debat over de herorganisatie van onze instellingen. Allereerst merkt hij, net als de indienster van het voorstel, op dat alleen tot fusies kan worden beslist als de bevolking dat wil. Vandaag de dag is er in Brussel echter weinig animo in die richting. In ieder geval moeten alle winsten, voordelen en kosten worden bestudeerd.

Hij wijst erop dat als Vlaanderen en Wallonië dezelfde dichtheid aan gemeenten zouden hebben als Brussel, er drie keer minder gemeenten zouden zijn in die twee gewesten. In Brussel zijn er slechts 19 gemeenten voor 1,2 miljoen inwoners, d.w.z. gemiddeld 60.000 inwoners. Onze kleinste gemeente telt maar liefst 20.000 inwoners.

De spreker zegt dat hij graag op een dag de beste kritieke grootte voor het beheer van een gemeente gepresenteerd zou krijgen. Het echte debat gaat over het bereiken van schaalvoordelen. In dit verband wijst hij erop dat het belangrijk is dat schaalvoordelen geen schaaluitgaven worden, zoals bijvoorbeeld het geval is geweest na de fusie van de sociale huisvestingsmaatschappijen.

Als we het vandaag hebben over fusies van gemeenten, kunnen we het ook hebben over defusies. Het is waar dat er bepaalde territoriale incoherenties zijn, en de stad Brussel is daar een mooi voorbeeld van. De spreker heeft van zijn kant al gepleit voor de overheveling van de wijk Diesdelle naar de gemeente Ukkel. Vandaag is deze wijk, tegen alle logica in, administratief verbonden met de stad Brussel. Hij herinnert er voorts aan dat de stad Brussel de gemeente Elsene in tweeën deelt. Men kan zich afvragen of deze territoriale opdeling bewaard moet blijven. Zouden we niet beter werken aan de territoriale samenhang van bepaalde gemeenten en wijk per wijk werken?

Hij wijst er ook op dat achter dit soort voorstellen ook - soms communautaire - intenties kunnen schuilgaan.

De spreker zou willen dat men kon werken aan intergemeentelijke samenwerkingen. Vandaag de dag staat niets de gemeenten in de weg om de handen ineen te slaan en een gemeenschappelijk beleid te ontwikkelen, bijvoorbeeld voor zwembaden of sportlokalen enz.

Het is ook interessant om de OCMW's en de colleges van de gemeenten dichter bij elkaar te brengen. Momenteel werken de OCMW's in een soort vacuüm. We weten niets over wat daar gebeurt. In dit opzicht prijst hij de gemeente Etterbeek, die de meeste integratie tussen haar OCMW en haar gemeente heeft bereikt.

Elk jaar moet er een jaarverslag over de synergie tussen gemeente en OCMW worden opgesteld. Maar al te vaak zijn die verslagen een opsomming van goede bedoelingen, zonder cijfers inzake de kosten-batenanalyse. Er wordt zelden melding gemaakt van samenvoegingen, of erger nog, wanneer er samengevoegd wordt, kost het twee keer zoveel als

pratiquait la politique de manière séparée. Cela a notamment été le cas après la fusion des services d'aide à domicile à Uccle.

En conclusion, le député indique qu'il faut donc cesser le débat sur les fusions de communes. La balise doit être avant tout l'efficacité des politiques et le fait de s'assurer qu'elles soient plus efficaces et pas plus chères. On pourrait alors avoir un vrai débat sur le fait de travailler plutôt quartier par quartier. La cohérence géographique mérite aussi d'être posée. Il lui semble en outre que la commission pourrait s'intéresser aux fusions opérées en Flandre, les fusions réussies, mais peut-être aussi les fusions qui seraient ratées.

L'orateur indique qu'il ne soutiendra pas la proposition telle qu'elle est présentée, parce qu'elle ne va pas assez loin et qu'elle ne touche pas l'ensemble de la dynamique de la bonne gouvernance.

M. Vincent De Wolf remarque qu'il existe un clivage entre les partis néerlandophones et les partis francophones sur des questions telles que les zones de police ou les communes. Dès lors, quand Mme Debaets fait cette proposition de fusions volontaires, on est en droit de se demander s'il ne s'agit en fait pas d'un premier pas vers une autre attitude. Il remarque, néanmoins, que son groupe n'a pas de réserves particulières à permettre à des communes qui le souhaiteraient de fusionner dans l'intérêt public.

L'orateur constate que M. Sven Gatz et Mme Alexia Bertrand ont plaidé pour une réduction du nombre de parlementaires bruxellois de 89 à 50, avec dix néerlandophones. Il indique lui aussi penser qu'il serait plus significatif, à l'échelle belge, de réduire le nombre de parlementaires bruxellois que de réduire le nombre de communes bruxelloises. Il remarque qu'en Brabant flamand, où l'on compte 900.000 habitants, il y a 65 communes. En Wallonie 75 % des communes n'atteignent pas les 15.000 habitants. Il constate, en outre, que la fusion de la ville d'Anvers a généré une telle distance entre les citoyens et les édiles communaux que cela n'a pas favorisé la démocratie.

Dès lors que M. De Bock a abordé la question du rapprochement entre les CPAS et les communes, le député indique que dans sa commune, il a été un précurseur à ce niveau-là. Il a notamment fusionné en pratique le CPAS et la commune, sans modifier les instances elles-mêmes. Ont ainsi été créés un seul service des travaux, un seul service des achats, un seul service informatique, un seul service de GRH, etc. Maintenant il a fait mieux, puisqu'il a mis tout dans la dans le même bâtiment. Mais, la tutelle des CPAS a empêché un certain nombre de décisions qui avaient été prises en la matière.

Il rappelle encore que lors de la dernière législature, il s'était opposé avec virulence à une modification de la loi sur les CPAS proposée par les secrétaires de CPAS, qui avaient rêvé de devenir secrétaires généraux. Ce qui est le plus grave dans ce texte, c'est qu'on y a donné une autonomie beaucoup plus importante aux CPAS. Il en est résulté beaucoup trop

wanneer het beleid afzonderlijk gevoerd werd. Dit was met name het geval na de fusie van de thuishulpdiensten in Ukkel.

Tot slot zegt de volksvertegenwoordiger dat het debat over fusies van gemeenten dus moet ophouden. De focus moet liggen op de doeltreffendheid van het beleid en op het feit dat het beter en niet duurder wordt. Dan zou er een echt debat kunnen komen over het werken per wijk. Ook de geografische samenhang verdient aandacht. Het lijkt hem bovendien dat de commissie zich zou kunnen interesseren in de fusies die in Vlaanderen hebben plaatsgevonden, de succesvolle fusies, maar misschien ook de fusies die mislukt zouden zijn.

De spreker geeft aan dat hij het voorstel in zijn huidige vorm niet zal steunen, omdat het niet ver genoeg gaat en niet de hele dynamiek van goed bestuur behandelt.

De heer Vincent De Wolf merkt op dat er een kloof bestaat tussen de Nederlandstalige en Franstalige partijen over kwesties zoals politiezones of gemeenten. Wanneer mevrouw Debaets dit voorstel inzake vrijwillige fusies doet, mogen we ons dan ook afvragen of dit niet een eerste stap is in de richting van een andere houding. Niettemin merkt hij op dat zijn fractie geen bijzonder voorbehoud heeft bij het toestaan van fusies tussen gemeenten die dat wensen in het algemeen belang.

De spreker merkt op dat de heer Sven Gatz en mevrouw Alexia Bertrand hebben gepleit voor een vermindering van het aantal Brusselse parlementsleden van 89 naar 50, met 10 Nederlandstaligen. Hij is ook van mening dat op Belgische schaal een vermindering van het aantal Brusselse parlementsleden meer zou betekenen dan een vermindering van het aantal Brusselse gemeenten. Hij wijst erop dat Vlaams-Brabant, met 900.000 inwoners, 65 gemeenten telt. In Wallonië komt 75% van de gemeenten niet aan 15.000 inwoners. Hij merkt bovendien op dat de fusie van de stad Antwerpen een zodanige afstand tussen burgers en stadsbestuurders heeft gecreëerd dat dit de democratie niet ten goede is gekomen.

Waar de heer De Bock de kwestie van de nauwere samenwerking tussen de OCMW's en de gemeenten ter sprake heeft gebracht, wijst de volksvertegenwoordiger erop dat hij in zijn gemeente een voorloper op dit gebied is geweest. Hij heeft namelijk het OCMW en de gemeente in de praktijk samengevoegd, zonder de instanties zelf te veranderen. Zo ontstond er één dienst voor werken, één dienst voor aankopen, één informaticadienst, één HRM-dienst enz. Nu is het nog beter geworden, omdat alles in hetzelfde gebouw is ondergebracht. Maar het toezicht op de OCMW's heeft een aantal beslissingen die op dit gebied werden genomen, verhinderd.

Tevens herinnert hij eraan dat hij zich tijdens de vorige zittingsperiode heftig verzet had tegen een wijziging van de wet op de OCMW's die voorgesteld werd door de OCMW-secretarissen, die ervan gedroomd hadden om algemeen secretaris te worden. Wat het ergste was aan deze tekst, was dat hij de OCMW's veel meer autonomie gaf. Het resultaat is

d'indépendance des CPAS et d'absence de vision de ce qui s'y passe.

Concernant la proposition de résolution en elle-même, c'est vrai qu'en Flandre et en Wallonie, il existe des décrets qui norment et organisent la possibilité de fusions volontaires. Mais il n'y a pas eu de file de communes pour fusionner. En 2025, neuf nouvelles communes devraient naître en Flandre et il y a uniquement l'exemple de Bastogne et Bertogne en Wallonie. Pourtant, en Flandre et en Wallonie le nombre de communes de toute petite taille en nombre d'habitants reste très important.

Dès lors qu'en Flandre et en Wallonie, l'idée des fusions, c'est d'éponger les dettes, avec une aide de 20 millions d'euros par commune fusionnée en Wallonie et de 50 millions d'euros par commune fusionnée en Flandre, il se pose la question de savoir si la Région bruxelloise peut assumer ce genre de charge.

L'orateur constate qu'en Europe, on considère qu'une commune qui est une ville, c'est 50.000 habitants. Et si on divise le nombre d'habitants en Belgique par le nombre de communes, on arrive à un chiffre de 18.000 habitants. Il ignore quel serait le nombre d'habitants idéal.

Il rappelle également qu'on n'a pas de zone de secours à Bruxelles. Par ailleurs, on a créé il y a très longtemps l'Agglomération et puis la Région. Même chose pour l'Agence de la propreté et pour la matière de l'urbanisme, etc. On a également réorganisé les hôpitaux et les grandes intercommunales. Donc les éléments de synergie fondamentaux ont en grande partie été réalisés, même si on peut toujours faire mieux.

On pourrait toutefois se poser des questions sur la Ville de Bruxelles. Certains mandataires de la Ville disent eux-mêmes qu'aujourd'hui, la Ville est devenue trop importante et diversifiée, comme une pieuvre, un peu partout dans la Région. Quand on voit le découpage de la Ville de Bruxelles, c'est quand même fait un peu en dehors de la raison.

μ

Il estime que si on arrivait à six communes à Bruxelles, alors ça deviendrait ingouvernable, encore plus que maintenant, parce qu'on aurait des bourgmestres avec une puissance importante qui feraient contrepoids par rapport aux ministres régionaux.

L'orateur attire l'attention de ses collègues sur le fait qu'aujourd'hui, le désamour envers le politique est énorme et que le PTB y aide énormément. Le seul endroit où la confiance existe encore dans une certaine mesure, c'est les communes. Réfléchissons donc bien avant de casser cela. Mais ce n'est pas pour ça qu'on ne peut pas faire des modifications de rues si on peut améliorer la situation.

Il faut aussi voir quel gain des fusions vont rapporter. Est-ce que les citoyens vont être mieux gérés ? Est-ce qu'ils vont avoir plus de démocratie ? Est-ce qu'ils auront un meilleur accès à leurs mandataires ? L'orateur indique croire intensément à la démocratie et au fait que la majeure partie des mandataires locaux essaient de travailler dans l'intérêt

een veel te grote onafhankelijkheid van de OCMW's en een gebrek aan overzicht van wat er bij hen gebeurt.

Wat het voorstel van resolutie zelf betreft, is het waar dat er in Vlaanderen en Wallonië decreten bestaan die de mogelijkheid tot vrijwillige fusies regelen en organiseren. Maar er is geen wachtrij ontstaan van gemeenten die wilden fuseren. In 2025 zouden in Vlaanderen 9 nieuwe gemeenten moeten ontstaan, en in Wallonië is er alleen het voorbeeld van Bastenaken en Bertogne. Nochtans blijft het aantal gemeenten in Vlaanderen en Wallonië die zeer klein zijn in bevolkingsaantal erg hoog.

Aangezien het idee achter de fusies in Vlaanderen en Wallonië het overnemen van schulden is, met een steun van 20 miljoen euro per gefuseerde gemeente in Wallonië en 50 miljoen euro per gefuseerde gemeente in Vlaanderen, rijst de vraag of het Brusselse Gewest dit soort lasten op zich kan nemen.

De spreker stelt vast dat in Europa een gemeente die een stad is, 50.000 inwoners telt. Als men het aantal inwoners in België deelt door het aantal gemeenten, komt men uit op 18.000 inwoners. Hij weet niet wat het ideale aantal inwoners zou zijn.

Hij wijst er ook op dat we in Brussel geen hulpverleningszone hebben. Bovendien werden al heel lang geleden de agglomeratie en vervolgens het gewest opgericht. Hetzelfde geldt voor het agentschap Net Brussel en voor stedenbouw enz. We hebben ook de ziekenhuizen en de grote intercommunales geherorganiseerd. De fundamentele elementen van synergie zijn dus grotendeels verwezenlijkt, ook al is er altijd ruimte voor verbetering.

Wel zou men zich vragen kunnen stellen over de stad Brussel. Sommige mandatarissen van de stad zeggen zelf dat de stad vandaag te omvangrijk en te gediversifieerd is geworden, als een octopus die een beetje over het hele gewest verspreid is. Wanneer men kijkt naar de manier waarop de stad Brussel is opgedeeld, ziet men dat dit op een nogal irrationele manier is gebeurd.

Hij is van mening dat als we zes gemeenten in Brussel zouden hebben, het nog onbestuurbaarder zou worden dan het nu al is, omdat we dan machtige burgemeesters zouden hebben die zouden opwegen tegen de ministers van het gewest.

De spreker vestigt de aandacht van zijn collega's op het feit dat de afkeer van de politiek op dit moment groot is, en dat de PTB daar veel aan bijdraagt. De enige plek waar nog enigszins vertrouwen is, zijn de gemeenten. Laten we dus goed nadenken voordat we dat afbreken. Dat betekent echter niet dat we geen veranderingen van straten kunnen doorvoeren als dat de situatie kan verbeteren.

We moeten ook bekijken welke voordelen fusies zullen opleveren. Zullen de burgers beter bestuurd worden? Zullen ze meer democratie hebben? Zullen ze betere toegang hebben tot hun mandatarissen? De spreker zegt dat hij sterk gelooft in de democratie en in het feit dat de overgrote meerderheid van de lokale mandatarissen probeert te werken in het algemeen

public, sont sur le terrain, parlent aux gens et résolvent des problèmes sociaux.

Il estime que Paris est un mauvais modèle, car les maires d'arrondissement n'ont pas de pouvoir et ne sont qu'une sorte d'antenne administrative qui délivre des documents. Par ailleurs, ils ne gèrent que 1 % du budget de Paris. Si c'est ce que l'on veut à Bruxelles, on perdra beaucoup.

Pour résumer, le député indique que son groupe n'est pas opposé à la création d'un cadre normatif complet permettant de favoriser une fusion volontaire des communes. Il rappelle quand même qu'aujourd'hui, les articles 272 et 273 de la Nouvelle loi communale permettent déjà des fusions. Certes, il n'y a pas au niveau régional de texte normatif qui aide à le faire. Mais il n'y a rien de compliqué à cela. Il y a dans la proposition à la fois trop et trop peu et, dès lors, son groupe s'abstiendra lors du vote.

M. Mathias Vanden Borre estime que des réformes institutionnelles s'imposent dans cette Région. Si le gouvernement ne s'y attelle pas, il estime que les députés doivent pouvoir en débattre.

Il ajoute que lui-même a déjà déposé une proposition d'ordonnance conjointe concernant une meilleure collaboration entre les CPAS et les administrations communales. Il plaide donc pour que cette proposition puisse être examinée au plus vite au sein d'une commission interparlementaire.

L'orateur note que certains collègues ont cité la commune d'Etterbeek comme exemple en matière de collaboration entre le CPAS et l'administration communale. Or, l'évaluation de cette commune dans une étude du ministre Bernard Clerfayt sur différents domaines de collaboration n'était pas particulièrement bonne. Mais peut-être la collaboration est-elle meilleure dans la pratique que ne le montre cette étude. En revanche, cette étude indique indéniablement que la plupart des 19 communes ont encore beaucoup de progrès à faire en matière de collaboration entre leur CPAS et l'administration communale.

L'orateur fait remarquer que la présente proposition de résolution s'inspire de la situation en Région flamande, où il est activement procédé à des fusions de communes. Au cours de la législature précédente, quinze communes flamandes ont décidé de fusionner, donnant naissance à sept nouvelles communes. Au cours de la législature actuelle, on parlerait de 22 communes, dont les fusions donneraient naissance à dix nouvelles communes. Il souligne toutefois que copier ce que fait la Flandre à cet égard n'est peut-être pas la solution idéale pour Bruxelles, car les problèmes auxquels sont confrontées les dix-neuf communes sont quelque peu différents de ceux de la plupart des communes flamandes.

En Flandre, l'objectif est d'augmenter l'échelle afin de gagner en capacité de gestion. En gros, on tend vers des communes d'environ 40.000 habitants. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en Flandre, cette politique a pour objectif de renforcer le niveau local. Mais, selon lui, le renforcement

belang, ter plaatse is, met de mensen praat en sociale problemen oplost.

Hij vindt dat Parijs een slecht voorbeeld is omdat de burgemeesters van de arrondissementen geen macht hebben en slechts een soort administratieve antenne zijn die documenten uitreikt. Bovendien beheren zij slechts 1% van de Parijse begroting. Als dat is wat we in Brussel willen, zullen we veel verliezen.

Samenvattend geeft de volksvertegenwoordiger aan dat zijn fractie niet gekant is tegen het creëren van een volledig normatief kader om een vrijwillige fusie tussen gemeenten aan te moedigen. Hij herinnert er evenwel aan dat de artikelen 272 en 273 van de nieuwe gemeentewet reeds fusies mogelijk maken. Weliswaar bestaat er op gewestelijk niveau geen normatieve tekst om hierbij te helpen. Maar er is niets ingewikkelds aan. Het voorstel bevat zowel te veel als te weinig, en daarom zal zijn fractie zich van stemming onthouden.

De heer Mathias Vanden Borre geeft aan dat er institutionele hervormingen nodig zijn in dit gewest. Als de regering daar geen werk van maakt, dan moeten de volksvertegenwoordigers het debat wel kunnen voeren.

Hij geeft nog aan zelf reeds een voorstel van gezamenlijke ordonnantie te hebben ingediend met betrekking tot een betere samenwerking tussen de OCMW's en de gemeentebesturen. Hij pleit er dan ook voor dat dat voorstel zo snel als mogelijk behandeld zou kunnen worden in een interparlementaire commissie.

De spreker merkt op dat collega's hebben verwezen naar de gemeente Etterbeek als een voorbeeld voor de samenwerking tussen het OCMW en het gemeentebestuur. Nochtans scoorde die gemeente niet bepaald goed in een studie van minister Bernard Clerfayt over verschillende domeinen van samenwerking. Maar misschien wordt er in de praktijk beter samengewerkt dan uit deze studie blijkt. Deze studie wijst evenwel ontegensprekelijk aan dat de meeste van de 19 gemeenten nog veel vooruitgang moeten boeken op het vlak van samenwerking tussen hun OCMW en het gemeentebestuur.

De spreker merkt op dat dit voorstel van resolutie geïnspireerd is op de Vlaamse situatie, waarbij actief wordt gewerkt aan gemeentefusies. Tijdens de vorige legislatuur hebben 15 Vlaamse gemeenten besloten om te fuseren, waardoor er 7 nieuwe gemeenten het levenslicht zagen. In de huidige legislatuur zou het gaan om 22 gemeenten die door een fusie 10 nieuwe gemeenten zullen doen ontstaan. Hij wijst er evenwel op dat kopiëren wat Vlaanderen in deze doet, misschien niet de ideale oplossing is voor Brussel, omdat de problemen waarmee de 19 gemeenten te kampen hebben toch enigszins anders zijn dan de meeste Vlaamse gemeenten.

In Vlaanderen wordt er gestreefd naar een grotere schaalgrootte om aan bestuurskracht te winnen. Grosso modo wordt er gestreefd naar gemeenten van zo'n 40.000 inwoners. Het is niet onbelangrijk vast te stellen dat er in Vlaanderen, met dit beleid, een versterking van het lokale

du niveau local ne doit pas être l'objectif à Bruxelles, parce qu'on parle ici d'une seule ville. Les défis sont donc fondamentalement différents à Bruxelles et en Flandre.

L'orateur fait remarquer qu'il est virtuellement impossible d'expliquer la situation actuelle à un visiteur étranger lambda. En effet, on parle d'une complexité importante, d'un grand nombre de mandats et d'une lasagne institutionnelle dans laquelle une chatte ne retrouverait pas ses petits.

Il note que, sur le terrain, bon nombre de signaux montrent que, malgré leur taille, les dix-neuf communes ne sont pas à même de relever les défis en matière de sécurité, de logement, de gestion financière, de bilinguisme, etc. Par exemple, les budgets des communes ne sont pas prêts à temps. Il lui paraît dès lors positif qu'une série de bourgmestres signalent également que différentes communes rencontrent des problèmes. Les dettes se creusent, les salaires du personnel sont payés au moyen d'emprunts et les taxes communales doivent être revues à la hausse.

Il pense que le problème réside dans le fait que Bruxelles est une seule ville, mais qu'elle est gérée comme dix-neuf petites villes de province différentes.

Selon l'orateur, le moment est venu de contraindre les communes à réfléchir à la complexité de la structure institutionnelle de cette Région et de procéder le plus rapidement possible à la création d'une ville-Région en fusionnant Région et communes. L'argument selon lequel il n'y aurait plus de proximité dans une telle situation est absurde, parce qu'on créerait des districts afin de maintenir le contact avec les citoyens.

En conclusion, il indique que la présente proposition n'est pas mauvaise, mais qu'il faut aller plus loin, et le plus vite possible de préférence. Par conséquent, son groupe s'abstiendra sur cette proposition.

M. Marc-Jean Ghysels remarque qu'on a déjà souvent débattu de ce sujet et que ce sont toujours les mêmes arguments qui reviennent de part et d'autre. Il ne tombera pas d'accord sur ce sujet avec Mme Debaets. Il lui reconnaît néanmoins une continuité dans son discours et une grande obstination.

Il remarque que la loi sur les fusions date déjà de 1977, et pourtant, dans des villages de Wallonie où il se rend souvent, il y a encore des tensions au sein de la commune, par rapport aux anciens villages. Aujourd'hui aussi à Bertogne et à Bastogne, il y a des tensions, suite à cette proposition, entre les habitants des deux communes. Les Bruxellois, quant à eux, sont conscients que les communes fonctionnent bien et qu'il y a un lien de proximité qu'ils n'auraient pas ailleurs.

L'exemple d'Anvers a été cité. Mais à la suite de cette fusion, on a créé des districts. Donc la fusion s'est accompagnée d'une décentralisation. C'est également le cas à Paris, où il y a des maires d'arrondissement. Ainsi, il faudrait donc créer des usines à gaz en plus pour changer une chose qui, en tout cas dans la relation avec le citoyen, fonctionne

niveau wordt beoogd. Maar volgens hem mag het versterken van het lokale niveau niet het doel zijn in Brussel, omdat men het hier heeft over één stad. De uitdagingen in Brussel zijn dan ook fundamenteel anders dan die in Vlaanderen.

De spreker merkt op dat het quasi onmogelijk is om de huidige situatie uit te leggen aan de gemiddelde buitenlandse bezoeker. Er is immers sprake van een grote complexiteit, een groot aantal mandaten en een institutionele lasagne waarin een kat haar jongen niet zou terugvinden.

Er zijn, zo merkt hij op, heel wat signalen vanop het terrein waaruit blijkt dat de 19 gemeenten, ondanks hun schaalgrootte, de uitdagingen inzake veiligheid, huisvesting, financieel beheer, tweetaligheid, enz. niet aankunnen. De begrotingen van de gemeenten zijn bijvoorbeeld niet op tijd klaar. Hij vindt het dan ook positief dat een aantal burgemeesters nu ook aangeven dat diverse gemeenten in problemen verzeilen. De schulden lopen op, de wedden van het personeel worden betaald met leningen en de gemeentebelastingen moeten worden verhoogd.

Hij denkt dat het probleem is dat Brussel één stad is, maar dat het wordt bestuurd als 19 verschillende provinciestadjes.

Volgens de spreker is nu het moment aangebroken om de gemeenten te dwingen na te denken over de ingewikkelde institutionele structuur van dit gewest, en zo snel mogelijk over te gaan tot de totstandkoming van een stadsgewest door het fuseren van het gewest en de gemeenten. Het argument dat in een dergelijke situatie er geen nabijheid meer zou zijn is nonsens, omdat er districten zouden worden opgericht voor het behoud van contacten met de burgers.

Tot slot geeft hij aan dat het voorliggend voorstel niet slecht is, maar dat het nodig is om verder te gaan, en liefst zo snel mogelijk. Daarom zal zijn fractie zich onthouden over dit voorstel.

De heer Marc-Jean Ghysels merkt op dat over dit onderwerp al vaak gedebatteerd is en dat steeds dezelfde argumenten terugkomen aan weerskanten. Hij zal het op dit punt niet eens worden met mevrouw Debaets. Hij erkent echter wel de continuïteit in haar betoog en haar grote standvastigheid.

Hij merkt op dat de wet op de fusies dateert van 1977, maar toch zijn er in de dorpen in Wallonië waar hij vaak komt, nog steeds spanningen binnen de gemeente met betrekking tot de voormalige dorpen. Vandaag de dag zijn er ook in Bertogne en Bastenaken spanningen tussen de inwoners van beide gemeenten naar aanleiding van dit voorstel. De Brusselaars zijn zich ervan bewust dat de gemeenten goed werken en dat er een lokale band is die ze elders niet zouden hebben.

Het voorbeeld van Antwerpen werd aangehaald. Maar na deze fusie werden er districten gecreëerd. De fusie ging dus gepaard met een decentralisering. Dat is ook het geval in Parijs, waar er arrondissementsburgemeesters zijn. Zodoende zou er dus meer bureaucratie worden gecreëerd om iets te veranderen dat, in ieder geval wat betreft de relatie

bien.

L'orateur indique que pour lui, la proximité est essentielle. Il dit penser qu'on a perdu en proximité avec les zones de police. En effet, selon lui, si on a peut-être gagné en matière de gestion des patrouilles, on a certainement perdu en matière de connaissance du terrain et d'attachement des policiers à leur territoire communal.

Il ajoute ne pas être non plus convaincu que des économies d'échelle soient possible, car ce qui pourrait être gagné devra être réinvesti autrement. Il remarque en outre qu'il existe déjà des accords supracommunaux, que des communes travaillent ensemble, que la Région a repris une série de compétences, etc. Pour toutes ces raisons il s'opposera au texte. Il ajoute s'étonner du fait que le MR s'abstiendra sur ce texte plutôt que de s'y opposer.

Mme Els Rochette dit ne pas contester que des augmentations d'échelle permettent de gagner en efficacité au niveau de l'organisation de la Région, de l'utilisation du matériel et du personnel, etc. Elle est par exemple favorable à l'harmonisation des tarifs dans les piscines, les salles de sport et tant d'autres choses.

Elle dit toutefois avoir des réserves sur la proposition à l'examen. Elle s'interroge sur sa portée et sur son effet potentiel. En effet, après une modification de la réglementation, tout dépendrait encore des communes, qui pourraient décider elles-mêmes de fusionner ou non. Selon l'oratrice, ce n'est pas une bonne idée pour Bruxelles.

Il est à craindre que cette proposition n'exacerbe les inégalités dans la Région. Certaines communes bruxelloises ont une population plus riche et d'autres, une population plus pauvre ; certaines communes ont de nombreux bureaux et donc beaucoup de recettes, et d'autres ont peu de bureaux ; certaines ont beaucoup et d'autres peu d'espaces verts ; certaines sont très endettées et d'autres le sont moins. Selon l'oratrice, il ne faut oublier aucune pièce du puzzle, afin de jouer les atouts, de redistribuer les richesses et de répartir les risques.

Une fusion partielle et volontaire créera de nouvelles constellations qui ne correspondront pas les unes aux autres à certains égards, et elle compliquera les relations entre les communes fusionnées et la Région. Ce n'est ni ce dont la Région ni ce dont les Bruxellois ont besoin. En revanche, il convient d'aborder la Région comme une seule ville où tous les regards sont tournés dans une même direction et où l'on travaille sur la base d'une vision unique. Une fusion volontaire de plusieurs communes compliquera cet objectif, car la capacité d'action de la Région sera réduite. De plus, la députée craint qu'une fusion partielle ne donne naissance à une série de communes fortes où la Région aura plus de mal encore qu'aujourd'hui à jouer pleinement son rôle.

met de burgers, goed werkt.

De spreker zegt dat nabijheid voor hem essentieel is. Hij is van mening dat er aan nabijheid verloren is gegaan met de politiezones. Volgens hem hebben we misschien iets gewonnen op het gebied van patrouillebeheer, maar hebben we zeker iets verloren op het gebied van kennis van het terrein en verbondenheid van de politieagenten met hun gemeentelijke grondgebied.

Hij voegt eraan toe dat hij er ook niet van overtuigd is dat schaalvoordelen mogelijk zijn, want wat er gewonnen zou kunnen worden, zou elders opnieuw geïnvesteerd moeten worden. Hij wijst er ook op dat er al supragemeentelijke overeenkomsten bestaan, dat gemeenten samenwerken, dat het gewest een reeks bevoegdheden heeft overgenomen enz. Om al die redenen zal hij zich tegen de tekst verzetten. Het verbaast hem overigens dat de MR zich van stemming over deze tekst zal onthouden in plaats van er tegen te stemmen.

Mevrouw Els Rochette geeft aan niet ter discussie te stellen dat door schaalvergrotingen efficiëntiewinsten kunnen worden geboekt op het vlak van de organisatie van het gewest, de inzet van materiaal en personeel, enz. Zo is zij voorstander van de harmonisering van de prijzen voor zwembaden, voor sportzalen en voor zoveel andere zaken.

Ze zegt wel bedenkingen te hebben bij het voorliggende voorstel. Ze stelt zich vragen bij de reikwijdte ervan en wat het effect ervan kan zijn. Want, na een aanpassing van de regelgeving, zou het allemaal nog afhangen van de gemeenten. Die gemeenten zouden zelf mogen bepalen of ze zullen fuseren. Dat is volgens de spreker geen goed idee voor Brussel.

De vrees is dat dit voorstel de ongelijkheden in het gewest zullen uitvergroten. Er zijn Brusselse gemeenten met een rijkere bevolking en anderen met een armere bevolking, gemeenten met veel kantoren en dus veel inkomsten en gemeenten met weinig kantoren, gemeenten met veel groen en gemeenten met weinig groen, gemeenten met zware schulden en gemeenten met een lagere schuldenlast. Volgens de spreker moet de puzzel gelegd worden met alle stukken, om de troeven uit te spelen, de rijkdom te herverdelen en de risico's te spreiden.

Bij een gedeeltelijke, vrijwillige, fusie zullen nieuwe constellaties ontstaan die op bepaalde punten niet met elkaar zullen overeenkomen en waarbij er ruis zal komen op de lijn tussen de gefuseerde gemeenten en het gewest. Dat is niet wat het Gewest nodig heeft en ook niet wat de Brusselaars nodig hebben. Het is wel nodig het gewest aan te pakken als één stad waar de neuzen in één richting staan en waar er volgens één visie wordt gewerkt. Een vrijwillige fusie van meerdere gemeenten zal dat doel minder haalbaar maken omdat de slagkracht van het gewest dan kleiner zal worden. Daarenboven vreest ze dat bij een gedeeltelijke fusie een aantal sterke gemeenten tot stand zullen komen waar het gewest nog moeilijker dan vandaag zijn rol ten volle zal kunnen spelen.

L'intervenante indique que son groupe est favorable à une fusion de toutes les communes et de la Région. Des villes comme Londres, Barcelone ou Paris sont également organisées de cette manière.

Enfin, elle indique qu'elle ne veut en aucun cas remettre en cause le besoin de services de proximité. Mais, en même temps, Bruxelles doit être mieux organisée. Il faut davantage d'uniformité dans la réglementation et moins de tracasseries administratives. On a besoin d'une seule ville et d'une seule vision. C'est pourquoi son groupe attend avec impatience le résultat des États généraux.

Compte tenu de tous ces éléments, son groupe ne soutiendra pas la proposition à l'examen.

Mme Leila Lahssaini partage l'avis selon lequel les communes sont le niveau le plus proche du citoyen et le but est bien sûr que ces institutions restent le plus proche des habitants.

Elle indique ne pas être d'accord avec l'analyse de M. De Wolf, qui fait porter au PTB la responsabilité du désamour entre les habitants et leurs politiciens. À son avis, celui-ci existe depuis longtemps et il trouve plutôt sa source dans les pratiques des politiciens en matière de privilèges dans les salaires ou de copinages, au lieu de servir la population. Il y a aussi les positions antisociales que prennent les dirigeants et qui font mal aux citoyens.

L'oratrice indique que ce qui l'a frappée dans la proposition en discussion, c'est qu'il n'y est pas du tout fait référence aux tâches des communes. Il n'y est question que des réductions des coûts, de la dette des communes, des économies d'échelle, etc. Forcément, des fusions impliquent également la fusion des administrations communales, donc une réduction du personnel communal et aussi des services rendus à la population.

Elle indique avoir l'occasion, elle aussi, d'aller en Wallonie où l'on voit effectivement l'effet d'une fusion sur l'accès pour les citoyens à leur maison communale, tout simplement parce qu'ils doivent faire beaucoup plus de route pour y arriver. Il y a aussi parfois un délaissement de certaines parties de la commune parce que, justement, elles sont un peu loin du centre.

La proposition de Mme Debaets est présentée comme une simple possibilité offerte aux communes sur une base volontaire. Par ailleurs, ce texte ne propose pas grand-chose, si ce n'est de mettre en place une procédure claire et d'informer les communes. Mais le but est certainement aussi de mettre en avant cette idée politique des fusions de communes. Là-dessus, son groupe se positionne en tant que PTB et il ne soutiendra pas ce texte.

M. Ahmed Mouhssin constate que le texte demande qu'on se concerte avec les autorités wallonnes et flamandes compétentes pour étudier leurs modèles. Ce serait effectivement intéressant, dès lors qu'il existe encore en Wallonie, par exemple, une commune de 79 habitants et en Flandre des communes de 2.000 habitants. En tout cas, cela

De spreker geeft aan dat haar fractie voorstander is van een fusie van alle gemeenten en van het gewest. Steden zoals Londen, Barcelona of Parijs zijn ook op zo'n manier georganiseerd.

Tot slot geeft ze nog aan geenszins ter discussie te wil stellen dat er nood is aan een dienstverlening dicht bij huis. Maar tegelijk moet Brussel beter worden georganiseerd. Er moet meer eenvormigheid zijn in de regelgeving en minder administratieve rompslomp. Er is nood aan één stad en één visie. Daarom kijkt haar fractie uit naar de uitkomst van de Staten-Generaal.

Rekening houdend met dit alles zal haar fractie het voorliggende voorstel niet steunen.

Mevrouw Leila Lahssaini is het ermee eens dat de gemeenten het niveau vormen dat het dichtst bij de burger staat, en het is natuurlijk de bedoeling dat deze instellingen zo dicht mogelijk bij de inwoners blijven staan.

Zij is het niet eens met de analyse van de heer De Wolf, die de PTB de schuld geeft van de slechte band tussen de inwoners en hun politici. Volgens haar bestaat die al heel lang, en zijn de oorzaken eerder te vinden in de praktijken van de politici op het gebied van privileges in de lonen of vriendjespolitiek, in plaats van de bevolking te dienen. Er is ook de asociale houding van leiders, die de burgers krenkt.

Wat de spreker opviel aan het voorliggende voorstel is dat er met geen woord wordt gerept over de taken van de gemeenten. Er wordt alleen gesproken over kostenbesparingen, de gemeentelijke schuld, schaalvoordelen enz. Uiteraard houden fusies ook een fusie van de gemeentelijke besturen in, en dus een vermindering van het gemeentepersoneel en van de dienstverlening aan de bevolking.

Ook zij gaat bij gelegenheid naar Wallonië, waar het effect van een fusie op de toegang van burgers tot hun gemeentehuis is te zien, simpelweg omdat ze veel verder moeten reizen om er te geraken. Ook is er soms sprake van verwaarlozing van bepaalde delen van de gemeente, omdat ze wat ver van het centrum liggen.

Het voorstel van mevrouw Debaets wordt gepresenteerd als een eenvoudige mogelijkheid die gemeenten wordt geboden op vrijwillige basis. De tekst stelt overigens niet veel anders voor dan het invoeren van een duidelijke procedure en het informeren van de gemeenten. Maar het doel is zeker ook om het politieke idee van de fusies van gemeenten naar voren te brengen. Op dat punt neemt haar fractie het standpunt van de PTB in en zal zij deze tekst niet steunen.

De heer Ahmed Mouhssin stelt vast dat in de tekst wordt gevraagd om overleg te plegen met de bevoegde Waalse en Vlaamse overheden om hun modellen te bestuderen. Dat zou inderdaad interessant zijn, aangezien er in Wallonië bijvoorbeeld nog een gemeente is met 79 inwoners en er in Vlaanderen gemeenten zijn met 2000

l'interpelle.

Il est également demandé une concertation avec la conférence des bourgmestres. Mais il suffirait, pour ce faire, de demander à un collègue qui est bourgmestre de déposer le texte auprès de la conférence, afin d'avoir leur point de vue en la matière. Cela ne nécessite pas le voter d'une résolution. Il lui semble, a priori, qu'aucun bourgmestre n'est demandeur. En effet, ils connaissent la Nouvelle loi communale et celle-ci permet déjà à deux communes de fusionner si elles le souhaitent.

Le troisième point concerne l'établissement d'une feuille de route complète et entière qui inclue toutes les étapes nécessaires du processus. Mais la première étape, c'est le souhait. Et si les communes l'avaient souhaité, elles l'auraient fait savoir. On peut voter tous les textes d'accompagnement que l'on veut, mais si les communes ne sont pas intéressées, elles ne sont pas intéressées.

Là où l'orateur peut rejoindre Mme Debaets, c'est dans sa demande d'inscrire ce sujet dans les États généraux. Mais il croit que cela y est déjà inscrit. Il est naturellement malheureux que ces États généraux n'aient pas eu lieu plus tôt. Il comprend dès lors que Mme Debaets ait déposé son texte afin de pouvoir débattre du sujet.

Il est également demandé de réaliser une étude. Encore une...

Enfin, il est demandé de veiller à la possibilité de procéder à des fusions volontaires de communes. Mais c'est déjà le cas. Il n'y a aucun obstacle en la matière.

L'orateur ajoute que la question des États généraux est problématique. Le ministre s'est engagé à ce qu'on ait les résultats en fin d'année, afin qu'on puisse en discuter à la rentrée. C'est un peu tard, car cela ne permettra pas de mettre des choses en œuvre lors de cette législature. Mais cela permettra d'envisager certaines choses pour la future législature et sans doute, pour les partis qui monteront dans la majorité, d'avoir une base objective sur pour préparer l'accord de majorité.

Par ailleurs, il conteste ce que dit la N-VA. Bruxelles n'est pas d'abord une ville, c'est d'abord une Région avec dix-neuf communes. Bruxelles-Ville est une ville et Bruxelles est une Région au même titre que la Flandre et que la Wallonie. Cela dérange certains, mais il est bon de le rappeler.

Il ajoute ne pas penser que les fusions de communes soient une préoccupation des habitants. Ce n'est pas non plus une préoccupation des communes.

Concernant les communes, on pourrait repenser leurs frontières. Il a déjà été question d'Etterbeek et d'Uccle. Il rappelle que jusqu'au 19^e siècle, les frontières de la commune de Saint-Josse-ten-Noode allaient jusqu'au rond-point Schuman, jusqu'au Cinquantenaire et jusqu'à Luxembourg.

inwoners. Het valt hem in ieder geval op.

Er is ook een verzoek om overleg te plegen met de Conferentie van Burgemeesters. Hiertoe zou het voldoende zijn om een collega die ook burgemeester is te vragen om de tekst aan de Conferentie voor te leggen, om hun standpunt over de zaak te kennen. Het is niet nodig om over een resolutie te stemmen. Volgens hem is a priori geen enkele burgemeester vragende partij. Ze zijn namelijk bekend met de Nieuwe Gemeentewet, waardoor twee gemeenten al kunnen fuseren als ze dat willen.

Het derde punt betreft het opstellen van een compleet stappenplan dat alle noodzakelijke fasen van het proces omvat. Maar de eerste stap is de wens. En als de gemeenten dit hadden gewild, dan hadden ze dat wel laten weten. Men kan over alle mogelijke begeleidende teksten stemmen, maar als de gemeenten niet geïnteresseerd zijn, dan zijn ze gewoonweg niet geïnteresseerd.

Hij is het wel eens met mevrouw Debaets in haar oproep om dit onderwerp op te nemen in de Staten-Generaal. Maar hij meent dat dit al gebeurd is. Hij vindt het jammer dat deze Staten-Generaal niet eerder hebben plaatsgevonden. Hij begrijpt dan ook waarom mevrouw Debaets haar tekst heeft ingediend zodat er over dit onderwerp gedebatteerd kan worden.

Er wordt tevens een studie gevraagd. Alweer een studie...

Tot slot wordt ons gevraagd ervoor te zorgen dat gemeenten vrijwillig kunnen fuseren. Maar dit is al het geval. Niets staat dat in de weg.

De spreker voegt eraan toe dat de kwestie van de Staten-Generaal problematisch is. De minister heeft beloofd dat we de resultaten tegen het einde van het jaar zullen hebben, zodat we ze aan het begin van het nieuwe schooljaar kunnen bespreken. Dat is in feite een beetje laat, omdat we dan tijdens deze zittingsperiode niets meer kunnen tenuitvoerleggen. Maar het zal het mogelijk maken om bepaalde dingen voor de volgende zittingsperiode te overwegen, en ongetwijfeld voor de partijen die in de meerderheid zullen zijn, om een objectieve basis te hebben waarop ze het meerderheidsakkoord kunnen voorbereiden.

Hij is het ook niet eens met wat de N-VA zegt. Brussel is niet in de eerste plaats een stad, het is in de eerste plaats een gewest met 19 gemeenten. Brussel-Stad is een stad en Brussel is een gewest, net zoals Vlaanderen en Wallonië. Dit stoort sommige mensen, maar het is de moeite waard om daaraan te herinneren.

Hij voegt eraan toe dat hij niet denkt dat de Brusselaars echt bezig zijn met de fusie van gemeenten. Ook de gemeenten zijn daar niet mee bezig.

Wat de gemeenten betreft, zouden we de grenzen van de gemeenten kunnen heroverwegen. Etterbeek en Ukkel zijn al genoemd. Hij herinnert eraan dat tot in de 19e eeuw de grenzen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node reikten tot aan het Schuman-verkeersplein, het Jubelpark en

Si les responsables de Bruxelles-Ville souhaitent rendre cette partie à Saint-Josse-ten-Noode, cela peut tout à fait se faire dans le cadre actuel de la Nouvelle loi communale.

En conclusion, ce texte n'apporte rien et tous les outils pour fusionner les communes existent déjà. S'il existe des difficultés de gestion dans les communes, on peut y apporter des solutions avec plus de coordination, des centrales d'achat, s'inspirer des bonnes pratiques de certaines communes et les généraliser. L'esprit des États généraux, ce devait être cela, et il attend donc avec impatience septembre pour les voir arriver.

Il est évident que son groupe votera contre le texte.

M. Vincent De Wolf indique que ce jour est à marquer d'une pierre blanche, parce qu'il marque son accord sur le contenu politique et analytique de l'exposé de M. Mouhssin. C'est assez rare pour le signaler. Il ne pense effectivement pas que la population appelle de ses vœux une fusion des communes à Bruxelles. Ce n'est vraiment pas la préoccupation essentielle des Bruxellois aujourd'hui.

Quant au questionnement de M. Ghysse sur la position de MR, il répond que son parti est un parti de liberté et il n'est donc pas possible pour son groupe de s'opposer à une démarche qui est de permettre à des communes de s'associer volontairement. Maintenant, sur l'opportunité de le faire, il a été très réservé et très clair.

L'orateur indique également que ce qu'a dit Mme Lahssaini ne lui convient absolument pas. Il ne supporte pas ce discours qui attaque la démocratie. La démocratie est une vieille dame qui est née il y a longtemps, qui est fragile et qui est une exception dans le temps et dans l'espace. Quand on se permet de dire que dans notre Parlement, on s'est octroyé des privilèges en catimini et en violation de la loi, c'est faux ! Quand on se permet de dire qu'on a découvert après des recherches des pratiques honteuses, c'est faux ! Il ne peut dès lors pas continuer à entendre qu'il serait de ceux qui pratiquent des privilèges honteux et qui menacent la démocratie. Il l'invite à venir voir dans sa commune comment les contacts ont lieu avec les citoyens et elle pourra retirer ces paroles qui sont absolument indignes.

M. Marc-Jean Ghysse répond qu'en ne votant pas ce texte, son groupe ne s'oppose évidemment à aucune liberté. Aujourd'hui, les communes ont déjà la liberté de discuter entre elles et de venir avec des propositions. Il s'agit donc simplement de la symbolique de l'abstention. Il ajoute que son groupe est tout aussi attaché aux libertés que M. De Wolf et son groupe politique.

Mme Leila Lahssaini estime que M. De Wolf transforme ses paroles. Elle ne l'a pas attaqué personnellement, ni fait une grande envolée lyrique sur le fait que des tas de choses illégales se seraient passées dans ce Parlement. Elle constate néanmoins qu'à chaque fois, il est très nerveux sur le sujet de l'argent et de la transparence. La plupart des habitants n'ont pas attendu le PTB pour être, au mieux, irrités par certaines pratiques politiques. Elle n'avait pas voulu faire de ce sujet un

Luxemburg. Als de verantwoordelijken van Brussel-Stad dit deel willen teruggeven aan Sint-Joost-ten-Node, dan kan dat binnen het huidige kader van de Nieuwe Gemeentewet.

Kortom, deze tekst voegt niets toe en alle instrumenten voor de fusie van gemeenten bestaan al. Bij beheersproblemen in de gemeenten kunnen we oplossingen vinden met een betere coördinatie, aankoopcentrales, de goede praktijken van bepaalde gemeenten en deze op grotere schaal toepassen. Dat was de geest van de Staten-Generaal, en hij kijkt ernaar uit om ze in september te zien aankomen.

Het spreekt voor zich dat zijn fractie tegen de tekst zal stemmen.

De heer Vincent De Wolf zegt dat vandaag een belangrijke dag is, omdat hij het eens is met de politieke en analytische inhoud van de uiteenzetting van de heer Mouhssin. Dit is zeldzaam genoeg om te worden vermeld. Hij gelooft niet dat de bevolking in Brussel om een fusie van de gemeenten vraagt. Dat is niet echt de grootste bekommernis van de Brusselaars vandaag.

Op de vraag van de heer Ghysse over het standpunt van de MR, antwoordt hij dat zijn partij een partij van de vrijheid is en dat zijn fractie zich daarom niet kan verzetten tegen een voorstel om de gemeenten de mogelijkheid van een vrijwillige associatie te bieden. Hij is echter zeer voorzichtig en duidelijk over de opportuniteit om dit te doen.

De spreker zegt ook dat de woorden van mevrouw Lahssaini hem helemaal niet bevalen. Hij kan niet tegen dit soort uitspraken die de democratie aanvallen. De democratie is een oude dame die lang geleden geboren is, die kwetsbaar is en die een uitzondering is in tijd en ruimte. Als men durft te beweren dat ons parlement zichzelf stiekem en in strijd met de wet privileges heeft toegekend, dan is dat gewoon niet waar! Als men durft te beweren dat schandelijke praktijken na onderzoek aan het licht zijn gekomen, dan is dat gewoon niet waar! Hij kan dus niet blijven horen dat hij een van degenen zou zijn die schandelijke privileges uitoefent en een bedreiging vormt voor de democratie. Hij nodigt haar uit om in zijn gemeente te komen kijken hoe de contacten met de burgers verlopen en dan zal ze deze absoluut schandelijke woorden kunnen intrekken.

De heer Marc-Jean Ghysse antwoordt dat zijn fractie, door niet voor deze tekst te stemmen, natuurlijk niet gekant is tegen welke vrijheid dan ook. Vandaag hebben de gemeenten al de vrijheid om onderling te discussiëren en met voorstellen te komen. Het is dus gewoon een symbolische onthouding. Hij voegt eraan toe dat zijn fractie zich net zo hard inzet voor vrijheden als de heer De Wolf en zijn fractie.

Mevrouw Leila Lahssaini vindt dat de heer De Wolf haar woorden verdraait. Ze heeft hem niet persoonlijk aangevallen, noch heeft ze in lyrische bewoordingen gezegd dat er in dit parlement veel illegale dingen zouden gebeurd zijn. Ze heeft echter wel gemerkt dat hij altijd erg nerveus wordt wanneer het gaat over geld en transparantie. Het grootste deel van de bevolking zat niet te wachten op de PTB om zich aan bepaalde politieke praktijken te ergeren. Het

grand point politique dans ce débat, mais elle va quand même continuer à essayer d'imposer de l'éthique dans la politique.

M. Christophe Magdalijs indique qu'en tant que rapporteur, il sera bienveillant quant au rapport qui sera fait des débats, parce que c'est une proposition fort intéressante.

Il rappelle qu'il avait proposé en 2017 un rapprochement, dans un premier temps, et éventuellement, une fusion d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort. Mais c'était une proposition ciblée spécifique à ces deux communes pour créer une commune de l'ordre de Woluwe-Saint-Lambert en termes de population. En effet, après trois années d'expérience comme bourgmestre faisant fonction, il a pu constater combien il y avait de synergies et de porosité entre les deux communes, où il y avait beaucoup d'échanges entre associations et habitants. Les offres culturelles et sportives étaient aussi tout à fait complémentaires. Lorsqu'il a fait sa proposition, les habitants n'ont pas été négatifs, au contraire. C'est au niveau politique que les réticences ont été les plus fortes. Il y a donc parfois des aspects plus politiques que pratiques dans le refus d'une fusion de communes. Il précise encore qu'à l'époque de sa proposition, c'est le bourgmestre écologiste à la tête de la commune de Watermael-Boitsfort qui a refusé cette fusion, alors que la régionale Ecolo plaidait aussi dans les mêmes termes. De plus, la première opposante à une telle fusion était l'ancienne bourgmestre Martine Payfa. Chaque parti est donc traversé par des opinions diverses.

Il pense que le débat des fusions ne peut pas non plus faire l'économie du débat sur l'articulation des compétences entre le niveau régional et le niveau communal. À Bruxelles, les communes sont singulières par les compétences qui sont les leurs. C'est par exemple le cas des délégations extrêmement importantes données par le fédéral aux communes, en matière de police et de sécurité, mais aussi d'action sociale au travers des CPAS. Il en veut aussi pour preuve les compétences communautaires, qui font que les communes bruxelloises sont, par exemple, des pouvoirs organisateurs extrêmement importants en matière d'enseignement.

Il souligne qu'en Flandre, les communes qui ont fait le choix d'une fusion étaient plutôt des communes rurales. Il faut dès lors aussi rappeler le contexte très particulier de Bruxelles. Il remarque également qu'en Flandre, l'accompagnement des fusions a été très important, par le niveau régional, mais aussi par le truchement de spécialistes qui ont accompagné la fusion et ont permis les économies d'échelle. En effet, comme l'a déjà indiqué M. De Bock, il n'y a pas d'économie d'échelle si on fait les choses de façon désinvolte ou avec un certain amateurisme.

Concernant l'intercommunalité, celle-ci peut se dépasser au travers d'un rapprochement entre communes. C'est vrai qu'il y a au niveau régional des institutions extrêmement importantes, qui sont le résultat de l'agglomération de Bruxelles à l'époque, et donc d'un rapprochement entre communes. C'est par exemple le cas de Bruxelles-Propreté et de la politique de l'eau.

was niet haar bedoeling geweest om er hier in dit debat een grote politieke kwestie van te maken, maar ze zal desondanks toch blijven proberen om ethiek in de politiek op te leggen.

De heer Christophe Magdalijs geeft aan dat hij als rapporteur welwillend tegenover het verslag over de debatten zal staan, omdat het een zeer interessant voorstel is.

Hij herinnert eraan dat hij in 2017 had voorgesteld om Oudergem en Watermaal-Bosvoorde in eerste instantie bijeen te brengen en eventueel te fuseren. Maar het was een voorstel dat specifiek gericht was op deze twee gemeenten om zo een gemeente te creëren die qua inwoneraantal gelijkwaardig was aan Sint-Lambrechts-Woluwe. Na drie jaar ervaring als waarnemend burgemeester kon hij zien hoeveel synergie en porositeit er was tussen de twee gemeenten, met veel uitwisselingen tussen verenigingen en inwoners. Het culturele en sportieve aanbod vulde elkaar ook perfect aan. Toen hij zijn voorstel deed, waren de bewoners niet negatief, integendeel. Waar de meeste terughoudendheid was, was op politiek niveau. Soms zitten er dus meer politieke dan praktische aspecten aan de weigering om gemeenten samen te voegen. Hij wijst er ook op dat er ten tijde van zijn voorstel een Ecolo-burgemeester aan het hoofd van de gemeente Watermaal-Bosvoorde stond, die de fusie afwees, terwijl de gewestelijke Ecolo in dezelfde zin argumenteerde. Bovendien was de belangrijkste tegenstander van een dergelijke fusie voormalig burgemeester Martine Payfa. Elke partij heeft dus uiteenlopende meningen.

Hij is van mening dat het debat over fusies niet voorbij kan gaan aan het debat over de verdeling van bevoegdheden tussen het gewestelijk en het gemeentelijk niveau. De Brusselse gemeenten zijn uniek inzake bevoegdheden. Dit is bijvoorbeeld het geval met de zeer belangrijke delegaties die de federale regering aan de gemeenten heeft gegeven op het gebied van politie en veiligheid, maar ook het maatschappelijk welzijn via de OCMW's. Hij voert ook als bewijs de gemeenschapsbevoegdheden aan, waardoor de Brusselse gemeenten bijvoorbeeld zeer belangrijke inrichtende machten zijn op het vlak van het onderwijs.

Hij wijst erop dat in Vlaanderen de gemeenten die ervoor gekozen hebben om te fuseren, meestal plattelandsgemeenten zijn. Er zij herinnerd aan de zeer specifieke context van Brussel. Hij wijst er ook op dat er in Vlaanderen bij de fusies een grote gewestelijke ondersteuning is geweest, maar ook van specialisten die de fusies hebben begeleid en schaalvoordelen hebben helpen realiseren. Zoals de heer De Bock al heeft aangegeven, kunnen er inderdaad geen schaalvoordelen worden behaald als de zaken achteloos of met een zekere mate van amateurisme worden aangepakt.

Wat de samenwerking tussen gemeenten betreft, die kan worden bereikt door gemeenten samen te brengen. Het is waar dat er enkele zeer belangrijke instellingen op gewestelijk niveau bestaan, die het resultaat zijn van de toenmalige Agglomeratie Brussel, en dus van het samenkomen van gemeenten. Dit is bijvoorbeeld het geval met Net Brussel en het waterbeleid.

Enfin, il indique que le débat dépasse la proposition et qu'il amènerait aussi des questions comme l'emploi des langues en matière administrative et le fait que les compétences communautaires pourraient être un jour être gérées non plus sur une base de cogestion, mais dans un contexte institutionnel régional.

Mme Bianca Debaets estime qu'il est fallacieux de dire qu'on doit attendre que les citoyens réclament des fusions de communes. Selon elle, les responsables politiques doivent poser les jalons et préparer l'avenir pour que la société soit bien organisée. Si on ne faisait que ce que les citoyens désirent, plus question d'introduire nulle part des plans Good Move, de fixer des couvre-feux en cas de pandémie de coronavirus ni d'introduire des zones 30. Plusieurs collègues se cachent derrière ces idées pour ne pas avoir à céder un pouce de leur propre pouvoir. C'est un constat déplorable.

Elle estime que les Bruxellois sont bel et bien favorables à plus d'efficacité. Ils ne tirent aucun profit de la gestion chaotique de très nombreuses compétences, pas plus que de bourgmestres à même de bloquer des décisions importantes et nécessaires de la Région, comme la construction d'une gare routière internationale à Anderlecht.

Elle reconnaît que la confiance des citoyens à l'égard de la politique est faible et que l'extrême gauche et l'extrême droite en tirent profit. Elle a également conscience que les communes ont un rôle important à jouer à cet égard, car elles sont souvent le premier point de contact des citoyens. C'est pourquoi, contrairement à, par exemple, one.brussels-Vooruit et à d'autres partis, elle ne souhaite aucunement supprimer les communes. Mais il faut bel et bien organiser les choses de façon plus efficace, et veiller à ce que le centre de gravité se trouve davantage du côté de la Région. C'est pourquoi le modèle parisien lui semble bon, même si les maires d'arrondissement y ont des pouvoirs limités.

L'oratrice s'interroge ensuite sur l'attitude des groupes qui ne soutiendront pas sa proposition au prétexte qu'ils veulent aller plus loin : elle aussi souhaite aller plus loin, mais elle veut commencer quelque part. Les collègues de one.brussels-Vooruit disent souvent vouloir toutes sortes de choses, mais ils ne réalisent jamais rien. Elle ajoute qu'elle avait fondé son espoir d'une meilleure organisation et d'une plus grande efficacité dans la présence de ce groupe au sein du Gouvernement bruxellois. Mais rien n'a été réalisé.

Les États généraux cités par certains collègues sont une véritable farce, selon elle. C'est la chronique d'une mort annoncée. Et à la fin, rien n'aura été réalisé.

La perte de proximité avec les citoyens est également un argument fallacieux selon elle. Il suffit de regarder les exemples des autres capitales européennes. Aucune capitale n'est organisée comme Bruxelles, où les bourgmestres peuvent boycotter des décisions importantes.

Tot slot wijst hij erop dat het debat verder gaat dan het voorstel en ook kwesties aan de orde zal stellen als het gebruik van talen in bestuurszaken en het feit dat de gemeenschapsbevoegdheden op een dag niet op basis van medebeheer, maar in een gewestelijke institutionele context zouden kunnen worden beheerd.

Mevrouw Bianca Debaets vindt het een drogreden dat men zou moeten wachten tot de burgers voor fusies van de gemeenten zouden pleiten. Volgens haar moeten politici de bakens uitzetten en de toekomst voorbereiden zodat de samenleving goed georganiseerd wordt. Als men alleen zou doen wat de mensen willen, dan moeten er nergens nog Good Move-plannen worden ingevoerd, avondklokken worden ingesteld bij corona of zones 30 worden ingevoerd. Een aantal collega's verschuilen zich achter die ideeën om geen centimeter van de eigen macht te moeten afstaan. Dat is een jammerlijke vaststelling.

Ze meent dat de Brusselaars wel voorstanders zijn van meer efficiëntie. Ze zijn niet gebaat met de chaotische aanpak van heel veel bevoegdheden. Daarenboven zijn de Brusselaars niet gebaat met burgemeesters die belangrijke en noodzakelijke beslissingen van het gewest kunnen tegenhouden, zoals bijvoorbeeld de komst van een internationaal busstation in Anderlecht.

Ze erkent wel dat het vertrouwen van de mensen in de politiek op een laag niveau staat en dat zowel extreem links als extreem rechts daarop teren. Ze beseft ook dat de gemeenten een belangrijke rol hierin hebben te spelen, omdat zij vaak het eerste aanspreekpunt zijn voor de burgers. Daarom wil zij, in tegenstelling tot bijvoorbeeld one.brussels-Vooruit en andere partijen, de gemeenten absoluut niet afschaffen. Maar het is wel zaak om alles efficiënter te organiseren en ervoor te zorgen dat het zwaartepunt veel meer bij het gewest komt te liggen. Daarom vindt zij het model van Parijs een goed model, ook al hebben de arrondissementsburgemeesters daar beperkte bevoegdheden.

Voorts stelt de spreker zich vragen bij de houding van de fracties die haar voorstel niet zullen steunen onder het voorwendsel dat ze verder wensen te gaan. Ze geeft aan zelf ook wel verder te willen gaan, maar ze wil wel ergens beginnen. De collega's van one.brussels-Vooruit geven vaak aan van alles te willen, maar ze realiseren nooit iets. Ze geeft nog aan dat ze haar hoop op een betere organisatie en efficiëntie had gesteld op de aanwezigheid van die fractie in de Brusselse regering. Maar er is niets gerealiseerd.

De Staten-Generaal die door een aantal collega's werden aangehaald, zijn een compleet lachertje. Dat is een kroniek van een aangekondigde dood. En op het einde van de rit zal er niets gerealiseerd zijn.

Ook de vermeende verminderde nabijheid met de burgers is volgens haar een drogreden. Daarvoor kan gekeken worden naar de voorbeelden van de andere Europese hoofdsteden. Geen enkele hoofdstad is georganiseerd zoals Brussel, waarbij burgemeesters belangrijke beslissingen kunnen boycotten.

La députée cite également une réponse écrite antérieure du ministre Bernard Clerfayt, dont il ressort que la législation bruxelloise est trop limitée pour régler une fusion volontaire de communes.

Elle se dit surprise qu'aucun membre du groupe Open Vld ne soit intervenu dans le débat, étant donné que les mandataires de ce parti ont tenu dans les médias des propos forts à ce sujet.

Enfin, elle se dit déçue que l'on tente de détourner l'attention du vrai débat, celui pour plus d'efficacité, plus de cohérence et plus d'uniformité.

M. Ahmed Mouhssin constate que dans le texte de Mme Debaets, il est écrit que la Nouvelle loi communale permet déjà une fusion volontaire de communes. C'est également son analyse. Si toutefois, elle estime qu'il est nécessaire de modifier la Nouvelle loi communale, il lui appartient de déposer une proposition d'ordonnance.

Mme Bianca Debaets répond qu'il est nécessaire de prévoir un accompagnement, ainsi que des incitants financiers, lors d'éventuelles fusions.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif

Premier considérant

Ce considérant ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le premier considérant est rejeté par 10 voix, et 4 abstentions.

M. Guy Vanhengel justifie son abstention. Il fait observer que Mme Bianca Debaets a abordé un point sensible du débat politique bruxellois actuel et futur. C'est d'ailleurs ce qui est ressorti de toutes les interventions. Toutefois, il estime que le recours à une résolution n'est pas le moyen approprié.

De plus, le jour où son parti a fait une série de propositions pour une gestion plus efficace de la Région et des communes, il lui aurait paru inopportun d'empêcher le débat d'avoir lieu. Il s'est donc abstenu lors du vote. Cette attitude lui a d'ailleurs permis de se rallier à la position de M. Vincent De Wolf, lequel a épinglé un certain nombre d'éléments qui devraient faire partie du débat.

Pour l'orateur, la fusion des communes n'est pas le principal instrument pour parvenir à une gestion plus efficace et plus volontaire. C'est, certes, un élément du débat, mais il est bien plus important de délimiter correctement les compétences des communes et de la Région afin de parvenir à une gestion plus efficace.

De volksvertegenwoordiger haalt ook nog een eerder eerder schriftelijk antwoord van minister Bernard Clerfayt aan, waaruit blijkt dat de Brusselse wetgeving te beperkt is om een vrijwillige fusie van gemeenten te regelen.

Ze zegt verbaasd te zijn over het feit dat niemand van de Open Vld-fractie is tussengekomen in het debat, gelet op het feit dat mandatarissen van die partij hierover forse verklaringen deden in de media.

Tot slot, geeft ze aan ontgoocheld te zijn over het feit dat getracht wordt de aandacht af te leiden van het echte debat voor meer efficiëntie, meer coherentie en meer uniformiteit.

De heer Ahmed Mouhssin stelt vast dat in de tekst van mevrouw Debaets staat dat de Nieuwe Gemeentewet vrijwillige fusies al toestaat. Dit is ook zijn analyse. Als zij het echter nodig vindt om de Nieuwe Gemeentewet te wijzigen, is het aan haar om een voorstel van ordonnantie in te dienen.

Mevrouw Bianca Debaets antwoordt dat het nodig is een begeleiding te voorzien bij eventuele fusies en ook een financiële incentives.

III. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte

Eerste considerans

Deze considerans lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

De eerste considerans wordt verworpen met 10 stemmen, bij 4 onthoudingen.

De heer Guy Vanhengel verantwoordt zijn onthouding. Hij merkt op dat mevrouw Bianca Debaets een gevoelig onderwerp van het huidige en het toekomstige politieke debat in Brussel heeft aangekaart. Dat bleek overigens ook uit alle tussenkomsten die er zijn geweest. Hij meent echter dat het gebruik van een resolutie niet het juiste middel is.

Daarnaast leek het hem, op de dag dat zijn partij een aantal voorstellen deed voor een efficiënter beheer van het gewest en van de gemeenten, dat het ongepast zou zijn geweest te beletten dat het debat gevoerd zou worden. Daarom heeft hij zich bij de stemming onthouden. Die houding gaf hem overigens ook de kans zich te voegen bij het standpunt van de heer Vincent De Wolf, die een aantal elementen aankaartte die deel moeten uitmaken van het debat.

Voor de spreker is de fusie van de gemeenten niet het voornaamste element om te komen tot grotere efficiëntie en een slagkrachtiger bestuur. Het is wel een element van het debat. Veel belangrijker is evenwel een goede afbakening van de bevoegdheden van de gemeenten en van het gewest, om tot een efficiënter bestuur te komen.

On pourrait débattre sans fin de la fusion des communes. En effet, les avis sont également très partagés au sein de la population. Ainsi, l'orateur se rappelle avoir interrogé, il y a de nombreuses années, les habitants de Haren sur une éventuelle fusion avec la commune d'Evere afin de créer une plus belle entité sur les plans géographique et organisationnel. Il se souvient que moins de cinq des 200 habitants de Haren présents se sont prononcés en faveur d'une telle solution.

Le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est rejeté par 10 voix, et 4 abstentions.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le rapporteur

Christophe MAGDALIJS

Le président

Guy VANHENGEL

Het debat over de fusie van de gemeenten kan leiden tot een debat zonder einde. Bij de bevolking zijn de meningen hierover immers ook zeer verdeeld. Zo herinnert de spreker zich dat, vele jaren geleden, nadat hij de Harenaars bevroeg over een eventuele samenvoeging bij de gemeente Evere om tot een geografisch en organisatorische mooier geheel te komen, geen 5 van de 200 aanwezige Harenaars zich voorstander toonden van een dergelijke oplossing.

De voorzitter beslist onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van het voorstel.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het geheel van het voorstel van resolutie wordt verworpen met 10 stemmen, bij 4 onthoudingen.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Christophe MAGDALIJS

De Voorzitter

Guy VANHENGEL